

# Tollé : Royal dépose la marque «université populaire»

**vendredi 2 avril 2010**

Thibault Lieurade

Après la levée de boucliers des associations d'éducation populaire, la présidente de Désirs d'avenir a décidé de revenir sur sa demande jeudi.

S'il vous prenait l'envie de créer une marque et de l'appeler «*fête de la fraternité*» ou «*ordre juste*», c'est trop tard. Ségolène Royal a déposé le 15 janvier dernier ces appellations auprès de l'Institut national de la Propriété industrielle (INPI) pour le compte de son association Désirs d'avenir. L'ex-candidate à la présidentielle s'était également réservée le mot «*université populaire*» et certaines de ses déclinaisons, avant de finalement se rétracter ce jeudi.

Pourquoi ? Parce que la nouvelle a provoqué un tollé dans la mouvance d'éducation populaire, qui œuvre à diffusion de la connaissance en parallèle de l'enseignement à l'école.

Le secrétaire de l'université populaire des Hauts-de-Seine, Patrice Leclerc, a ainsi interpellé Ségolène Royal dans une lettre ouverte. «*De quel droit pouvez-vous «acheter» le label Université populaire ? Appellation qui appartient au patrimoine français de l'éducation populaire*», s'est-il ému. Contacté par lefigaro.fr, Patrice Leclerc rappelle que «*c'est un mouvement plus que centenaire*».

## **Onfray a cru à un «poisson d'avril»**

Michel Onfray, à l'origine de l'«*université populaire*» de Caen, créée en 2002, a quant à lui cru à un «*poisson d'avril*». Pour le philosophe, «*l'idée que quelqu'un qui vise la présidentielle veuille mettre la main sur une expression qui ne lui appartient pas montre le mépris qu'elle a pour tous ceux qui font ces universités populaires*».

Dans le camp de l'ex-candidate, on jure pourtant que la démarche était «*motivée par l'éthique*». Le secrétaire général de Désirs d'avenir, Kamel Chibli, explique dans un communiqué que cette initiative visait justement à empêcher «*l'utilisation commerciale ou peu scrupuleuse de cette appellation*».

Ségolène Royal a aussi déposé le terme «*Espoir à gauche*», nom de son courant au moment du congrès de Reims dont Vincent Peillon lui conteste à présent la direction. Sans doute pour éviter une autre utilisation «*peu scrupuleuse*».

► <http://www.lefigaro.fr/politique/2010/04/01/01002-20100401ARTFIG00681-tolle-royal-depose-la-marque-universite-populaire-.php>